

**Assemblée générale**

Distr. générale  
20 novembre 2015  
Français  
Original : anglais

**Soixante-dixième session**

Point 158 de l'ordre du jour

**Financement de la Mission d'administration  
intérimaire des Nations Unies au Kosovo****Exécution du budget de la Mission d'administration  
intérimaire des Nations Unies au Kosovo pour l'exercice  
allant du 1<sup>er</sup> juillet 2014 au 30 juin 2015****Rapport du Secrétaire général****Table des matières**

	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	4
II. Exécution du mandat . . . . .	4
A. Considérations générales . . . . .	4
B. Utilisation des crédits . . . . .	4
C. Activités d'appui de la Mission . . . . .	7
D. Partenariats et coordination avec l'équipe de pays . . . . .	8
E. Cadres de budgétisation axée sur les résultats . . . . .	9
III. Exécution du budget . . . . .	25
A. Ressources financières . . . . .	25
B. Récapitulatif des réaffectations de ressources . . . . .	26
C. Évolution des dépenses mensuelles . . . . .	26
D. Autres recettes et ajustements . . . . .	27
E. Contributions non budgétisées . . . . .	27
IV. Analyse des écarts . . . . .	27
V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre . . . . .	30



## Résumé

La corrélation entre le montant total des dépenses de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2014 au 30 juin 2015 et l'objectif de la Mission est mise en évidence dans des tableaux axés sur les résultats, qui présentent une analyse par composante (composante organique et composante appui).

Au cours de l'exercice considéré, la nature des activités menées par la MINUK est restée sensiblement la même, son objectif général consistant toujours à promouvoir la stabilité dans les Balkans occidentaux et à créer les conditions nécessaires pour que tous les habitants du Kosovo puissent vivre en paix et dans des conditions normales.

Appliquant le principe de neutralité, elle a continué de jouer un rôle de médiateur avec impartialité; de suivre et de faciliter le règlement des questions liées à la réconciliation des communautés du Kosovo, et d'en rendre compte; de faciliter la participation du Kosovo aux instances régionales et internationales; de promouvoir le dialogue entre Belgrade et Pristina; de prêter un appui dans le domaine de l'état de droit.

Au cours de l'exercice considéré, elle a engagé des dépenses d'un montant de 39,6 millions de dollars, ce qui représente un taux d'utilisation des ressources de 92,1 % – contre un montant de 40,2 millions de dollars et un taux d'utilisation des ressources de 89,3 % pour l'exercice 2013/14.

L'existence d'un solde inutilisé de 3,4 millions de dollars tient essentiellement au fait que le montant des dépenses au titre du personnel civil a été inférieur aux prévisions, d'où une économie de 3,3 millions par rapport au montant inscrit au budget, qui se répartit comme suit : 1,9 million de dollars au titre du personnel recruté sur le plan national – en raison d'un taux de change de l'euro par rapport au dollar inférieur aux prévisions et de taux de vacance plus élevés que prévu; 1,3 million de dollars au titre du personnel recruté sur le plan international – en raison d'un coefficient d'ajustement moins élevé que prévu; du nombre de fonctionnaires en congé spécial sans traitement; de dépenses communes de personnel inférieures aux prévisions. Les dépenses au titre du personnel militaire et de police ont été inférieures de 0,3 million de dollars au budget, principalement en raison de demandes d'indemnisation pour cause de décès ou d'invalidité inférieures aux prévisions et du fait que, sur l'ensemble de l'exercice, un poste de membre de la Police des Nations Unies n'a pas été pourvu (moyenne). Cet écart a été en partie contrebalancé par des dépenses opérationnelles supérieures de 0,2 million de dollars aux prévisions, au premier chef à la rubrique Installations et infrastructures (principalement en raison de l'achat non budgété de mobilier de bureau pour le nouveau quartier général).

### Exécution du budget : ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; exercice budgétaire allant du 1<sup>er</sup> juillet 2014 au 30 juin 2015.)

Catégorie de dépenses	Montant alloué	Dépenses	Écart	
			Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	800,2	527,2	273,0	34,1
Personnel civil	34 189,2	30 908,4	3 280,8	9,6
Dépenses opérationnelles	7 982,2	8 161,4	(179,2)	(2,2)
<b>Montant brut</b>	<b>42 971,6</b>	<b>39 596,9</b>	<b>3 374,7</b>	<b>7,9</b>
Recettes provenant des contributions du personnel	3 867,9	3 624,6	243,3	6,3
<b>Montant net</b>	<b>39 103,7</b>	<b>35 972,3</b>	<b>3 131,4</b>	<b>8,0</b>
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—
<b>Total</b>	<b>42 971,6</b>	<b>39 596,9</b>	<b>3 374,7</b>	<b>7,9</b>

### Exécution du budget : ressources humaines

Catégorie de personnel	Effectif approuvé <sup>a</sup>	Effectif réel (moyenne)	Taux de vacance (pourcentage) <sup>b</sup>
Observateurs militaires	8	8	—
Police des Nations Unies	8	7	12,5
Personnel recruté sur le plan international	117	110	6,0
Personnel recruté sur le plan national			
Administrateurs	22	21	4,5
Agents des services généraux	206	194	5,8
Volontaires des Nations Unies	27	24	11,1

<sup>a</sup> Niveau maximum de l'effectif autorisé.

<sup>b</sup> Compte tenu de l'effectif réel et de l'effectif approuvé, mois par mois.

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées au chapitre V du présent rapport.

## **I. Introduction**

1. Le budget de fonctionnement de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2014 au 30 juin 2015, présenté dans le rapport du Secrétaire général en date du 10 janvier 2014 (A/68/701), s'élevait à un montant brut de 42 768 100 dollars (montant net : 38 918 600 dollars). Il devait permettre de financer les dépenses afférentes à 8 observateurs militaires, 8 policiers des Nations Unies, 116 fonctionnaires recrutés sur le plan international, 228 fonctionnaires recrutés sur le plan national (dont 22 administrateurs) et 27 Volontaires des Nations Unies.

2. Dans son rapport du 2 mai 2014 (A/68/782/Add.5, par. 31), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé à l'Assemblée générale d'ouvrir un crédit d'un montant brut de 42 971 600 dollars pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2014 au 30 juin 2015.

3. Dans sa résolution 68/290, l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 42 971 600 dollars (montant net : 39 103 700 dollars) aux fins du fonctionnement de la Mission pour l'exercice considéré. La totalité de ce montant a été mise en recouvrement auprès des États Membres.

## **II. Exécution du mandat**

### **A. Considérations générales**

4. Le mandat de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) a été défini par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1244 (1999).

5. La Mission a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général, qui est de créer les conditions nécessaires pour que tous les habitants du Kosovo puissent vivre en paix et dans des conditions normales, et de promouvoir la stabilité dans les Balkans occidentaux.

6. Dans le cadre de cet objectif général, la Mission a contribué à un certain nombre de réalisations au cours de l'exercice, en exécutant les principaux produits décrits dans les tableaux ci-après. Ceux-ci présentent les réalisations et les produits par composante (composante organique et composante appui), comme dans le budget.

7. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2014/15 effectuée sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le budget. En particulier, y sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

### **B. Utilisation des crédits**

8. Conformément à la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité et aux rapports adressés ultérieurement au Conseil par le Secrétaire général, en date du

12 juin et du 24 novembre 2008 (S/2008/354 et S/2008/692), l'objectif stratégique de la Mission consiste toujours à faciliter la consolidation de la paix, de la sécurité et de la stabilité au Kosovo et dans la région des Balkans occidentaux. À cette fin, la MINUK a continué de suivre et de faciliter le règlement des problèmes liés à la réconciliation des communautés au Kosovo, et d'en rendre compte; de faciliter la participation du Kosovo à certaines instances régionales et internationales; d'appuyer le dialogue engagé entre Belgrade et Pristina, sous les auspices de l'Union européenne, sur des questions pratiques telles que le retour des déplacés, la recherche de personnes disparues et la protection du patrimoine culturel; de prêter l'appui nécessaire dans le domaine de l'état de droit, notamment en apportant son concours aux activités de la Mission État de droit menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX). La MINUK a reçu l'aide du Bureau des Nations Unies à Belgrade, qui a continué de collaborer étroitement à la réalisation des objectifs de la Mission et à son appréciation éclairée de la situation, en assurant la liaison avec les principaux interlocuteurs locaux, régionaux et internationaux, en communiquant des informations sur les faits nouveaux survenus sur le plan politique en Serbie et en faisant le point sur les évolutions régionales pertinentes pour la MINUK et l'ONU. Dans le cadre de ses responsabilités au niveau régional, le Bureau a appuyé l'organisation de la première table ronde de haut niveau sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, qui s'est tenue à Belgrade les 20 et 21 octobre 2014, avec pour objectif le renforcement des contributions régionales aux opérations de maintien de la paix.

9. En dépit des progrès observés sur le plan politique entre Belgrade et Pristina et de la reprise d'un dialogue politique de haut niveau à la suite de la formation d'un gouvernement de coalition au Kosovo en décembre 2014, les relations entre certaines communautés du Kosovo demeurent tendues, particulièrement dans le nord. Le bureau régional de la Mission situé à Mitrovica a poursuivi le dialogue avec les parties prenantes locales et internationales dans le but d'éviter les frictions et de traiter les problèmes auxquels se heurtent les communautés multiethniques des municipalités du nord du Kosovo. Afin d'aider à améliorer les rapports intercommunautaires, la Mission a constamment maintenu le contact avec les représentants des communautés et s'est efforcée d'améliorer la confiance et la communication en organisant des réunions et des activités conjointes à l'intention d'institutions et d'organisations de la société civile du nord comme du sud de l'Ibar. Ces interventions, conjuguées à la réalisation de 20 projets visant à instaurer la confiance, ont permis de renforcer la coopération intercommunautaire, y compris dans le nord. Les projets en question avaient pour objectif d'appuyer des initiatives menées au niveau local par des organismes de la société civile et d'autres acteurs locaux à diverses fins – création d'un climat de confiance entre les jeunes, collaboration interculturelle, éducation. De plus, la Mission a appuyé des projets de renforcement des capacités dans le domaine de l'état de droit, notamment auprès d'étudiants en droit. Elle a continué de tenir des réunions de coordination régionale hebdomadaires avec l'Union européenne, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), la Force de paix au Kosovo (KFOR), l'Équipe des Nations Unies au Kosovo et EULEX afin de contribuer à l'application effective du premier Accord sur les principes régissant la normalisation des relations, en date du 19 avril 2013.

10. De plus, le dialogue a été engagé avec les autorités de Belgrade et de Pristina en vue de répondre aux préoccupations des communautés minoritaires sur le plan

économique et social, notamment en ce qui concerne l'approvisionnement en eau, le réseau d'assainissement, les transports et l'emploi. On s'est également rendu dans des localités où vivent des minorités pour se tenir au fait de la situation en matière de sécurité, d'accès aux services publics, de liberté de circulation et d'autres questions apparentées.

11. Les activités de liaison, de facilitation et de médiation avec les interlocuteurs concernés se sont poursuivies aux fins de la protection du patrimoine culturel et religieux. On a continué de travailler à l'amélioration de la coopération et des relations entre l'Église orthodoxe serbe et les autorités kosovares en aidant à apaiser les tensions et à régler les différends, notamment ceux qui portaient sur les constructions illégales dans les zones spécialement protégées, d'où une meilleure communication entre les autorités municipales et religieuses à Pejë/Peć, Rahovec/Orahovac et Prizren. Autre conséquence positive, l'Église orthodoxe serbe est désormais représentée au sein des conseils municipaux pour la sécurité communautaire de Pejë/Peć, Deçan/Dečani et Rahovec/Orahovac, ainsi que dans les municipalités de Vushtrri/Vučitrn, Obiliq/Obilić, Fushë Kosovë/Kosovo Polje, Graçanicë/Gračanica, Lipjan/Lipljan, Novobërdë/Novo Brdo, Kamenicë/Kamenica, Ranillug/Ranilug, Gjilan/Gnjilane, Partesh/Parteš, Klokot/Klokot, Viti/Vitina, Kaçanik/Kaçanik et Shtërpçë/Štrpce.

12. Dans le souci d'apporter des solutions aux problèmes liés au retour des personnes déplacées, on a agi de concert avec les parties prenantes locales et internationales en s'appuyant sur des dispositifs tels que l'équipe spéciale chargée de la recherche de solutions durables pour le retour des déplacés, on s'est rendu dans divers lieux d'accueil et centres collectifs, et on a communiqué aux parties prenantes compétentes les informations ainsi recueillies. La Mission a poursuivi son action essentielle au titre de la recherche de personnes disparues en participant, en tant que membre de la délégation de Pristina, au Groupe de travail sur les personnes portées disparues, placé sous l'égide du Comité international de la Croix-Rouge, et en collaborant avec des associations familiales de Belgrade et de Pristina. Elle a continué d'aider les familles de Serbes du Kosovo portés disparus à faire les démarches nécessaires pour obtenir les compensations financières auxquelles elles ont droit en application de la loi sur les personnes disparues.

13. De plus, les hauts responsables de la Mission n'ont pas relâché leur appui à l'application de l'Accord du 19 avril 2013, poursuivant à cet effet les discussions engagées avec des représentants des autorités de Belgrade, Pristina et Mitrovica. Comme par le passé, des réunions régulières se sont tenues avec des représentants de l'Union européenne, le Groupe de contact international pour les droits de l'homme, l'OSCE et d'autres parties prenantes. Elles ont été l'occasion pour la MINUK de fournir des documents analytiques officiels sur plusieurs questions de première importance : l'association/communauté des municipalités à majorité serbe; les différends portant sur les droits de propriété dans le contexte des retours à Mitrovica et aux environs; l'intégration dans le système juridique du Kosovo de fonctionnaires auparavant rémunérés par Belgrade; la gestion des symboles, des monuments et des structures publiques dans les régions multiethniques; les différends portant sur les litiges territoriaux entre communes non encore réglés. La MINUK a également continué d'apporter son appui à EULEX dans l'exécution de son mandat, qui consiste à restaurer l'état de droit au Kosovo.

14. Au cours de la période considérée, le montant total des dépenses a été inférieur de 3,4 millions de dollars au budget approuvé, l'économie réalisée concernant au premier chef la rubrique Personnel civil. L'économie réalisée à la rubrique Personnel recruté sur le plan national a atteint 1,9 million de dollars, principalement en raison de la différence entre les taux de change réel (0,84 euro pour un dollar) et budgété (0,74 euro pour un dollar) et d'un taux de vacance effectif moyen supérieur aux prévisions pour les catégories des agents généraux et des administrateurs recrutés sur le plan national. À la rubrique Personnel recruté sur le plan international, l'économie réalisée a été de 1,3 million de dollars, pour trois raisons principales : coefficient d'ajustement plus faible que prévu; nombre de membres du personnel ayant pris un congé spécial sans traitement supérieur aux prévisions; dépenses communes de personnel inférieures aux prévisions. Ces écarts ont été en partie contrebalancés par un taux de vacance de 6 % – au lieu des 10 % prévus au budget.

15. Le taux de vacance effectif moyen enregistré pour le personnel civil est passé de 7,0 % en 2013/14 à 6,2 % pour 2014/15 – mais de 13,6 à 6 % pour le personnel recruté sur le plan international et de 10,5 à 4,5 % pour les administrateurs recrutés sur le plan national.

### **C. Activités d'appui de la Mission**

16. Au cours de l'exercice considéré, il a été procédé à la réduction nette des effectifs (9 postes et 2 postes de Volontaire des Nations Unies) et à la transformation de 6 postes faisant l'objet d'un recrutement international en 1 poste d'administrateur et 5 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national, initialement inscrites au budget de l'exercice 2014/15. Cela a permis de rééquilibrer et de simplifier les structures de la Division de l'appui à la mission et de la Section de la sécurité.

17. La MINUK a également réorganisé la Division de l'appui à la mission conformément à la stratégie globale d'appui aux missions, d'où une rationalisation, une définition plus précise des priorités et une plus grande intégration de la chaîne d'approvisionnement et du pilier services.

18. La Mission a lancé un appel d'offres en vue de trouver un autre emplacement pour son nouveau quartier général de Pristina. Le marché a été attribué pendant la deuxième moitié de l'exercice considéré et le déménagement dans le nouveau quartier général, qui a débuté dans les derniers mois de l'exercice, s'est achevé au début d'août 2015.

19. Conformément au dispositif de prestation de services centralisée, la MINUK a transféré au Centre de services mondial de l'ONU la gestion et la maintenance de logiciels tels que Field Support Suite et Microsoft Outlook.

20. Elle a poursuivi ses efforts pour tirer le meilleur parti de son parc automobile en ramenant de 106 à 70 (soit 34 %) le nombre de ses véhicules légers.

21. Elle a également réduit encore le montant de ses frais de voyage en appliquant l'instruction relative à l'achat des billets d'avion 16 jours avant le départ. De son côté, le Représentant spécial du Secrétaire général a montré l'exemple, en prenant l'initiative de voyager en classe économique plutôt qu'en classe affaires. La Mission a également cherché à réduire au minimum les frais de déplacement liés à la formation en ayant davantage recours à la visioconférence et à la téléconférence.

22. Au cours de l'exercice considéré, la Mission s'est installée dans son nouveau quartier général, concentrant l'essentiel de ses activités opérationnelles sur cette tâche. Les dépenses afférentes ont entraîné des écarts considérables par rapport au budget prévu à la rubrique Installations et infrastructures. Cette initiative de la direction devrait toutefois permettre d'enregistrer au cours des prochaines années une diminution notable des frais d'entretien ainsi qu'une réduction du volume du carburant consommé par les groupes électrogènes.

#### **D. Partenariats et coordination avec l'équipe de pays**

23. Le principal objectif stratégique de la MINUK est d'œuvrer à la sécurité, à la stabilité et au respect des droits fondamentaux au Kosovo, en engageant pour cela le dialogue avec l'ensemble des communautés, avec les autorités de Pristina et de Belgrade, et avec les interlocuteurs régionaux et internationaux, notamment l'OSCE, EULEX et la KFOR.

24. L'OSCE et EULEX continuent à s'acquitter des tâches que le Conseil de sécurité leur a confiées par sa résolution 1244 (1999). La MINUK et la mission de l'OSCE au Kosovo partagent régulièrement des informations, en particulier sur la situation politique et les conditions de sécurité. La MINUK et la KFOR font de même, notamment en matière de sécurité, de coordination de leurs activités et d'élaboration d'approches communes pour les questions relatives au maintien de la paix et à la stabilité sur le terrain.

25. La coordination et la coopération étroites instaurées entre la Mission et l'Équipe des Nations Unies pour le Kosovo dans le cadre du processus intégré d'évaluation et de planification ont permis de maintenir les capacités existantes dans les domaines de l'analyse des situations, de la planification et de la mise en œuvre d'une stratégie commune, et de pérenniser ainsi les effets conjugués des activités menées par les organismes des Nations Unies au Kosovo, notamment pour ce qui est des objectifs suivants, énoncés dans le cadre stratégique des Nations Unies pour le Kosovo : agir en faveur des localités où cohabitent divers groupes ethniques et renforcer leurs capacités; faciliter l'accès des rapatriés à des structures et à des dispositifs efficaces, qui leur assurent un retour et une intégration durables; contrôler le respect des droits fondamentaux et de l'égalité des sexes par les autorités kosovares et les institutions internationales présentes au Kosovo; aider le Kosovo à coopérer avec les organes conventionnels; coordonner les activités menées par les entités des Nations Unies à Mitrovica. La MINUK a poursuivi sa collaboration avec l'Équipe des Nations Unies au Kosovo au titre de l'élaboration d'une nouvelle stratégie d'évaluation intégrée, destinée à remplacer le cadre stratégique 2012-2014 – devenu caduc en décembre 2014. Durant la période de transition, les deux entités ont continué d'œuvrer à l'accomplissement des objectifs du cadre stratégique, qui demeuraient d'actualité.

26. Par ailleurs, la Mission a continué de faciliter les activités de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) et du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), conformément aux mémorandums d'accord conclus avec chacune de ces entités.



## E. Cadres de budgétisation axée sur les résultats

### Composante 1 : composante organique

27. Au cours de l'exercice considéré, la composante organique de la Mission s'est employée à favoriser la réconciliation entre toutes les communautés et leur intégration, en particulier dans les villes du nord du Kosovo. Elle a observé de près la situation politique et les conditions de sécurité ainsi que les événements qui ont eu des incidences sur les relations interethniques et la stabilité au Kosovo et dans la région, et elle en a rendu compte. En étroite coordination avec les autres intervenants internationaux présents au Kosovo, elle a continué d'apporter son appui au dialogue engagé entre Belgrade et Pristina sous les auspices de l'Union européenne, ainsi qu'à l'application du premier Accord sur les principes régissant la normalisation des relations du 19 avril 2013.

28. Elle a favorisé et encouragé les contacts entre les communautés serbes et albanaises, tant au nord qu'au sud de l'Ibar, ainsi qu'entre les municipalités du nord, la KFOR et EULEX. Au nord, elle a continué à faciliter les échanges entre communautés afin que toutes bénéficient de services publics selon des modalités équitables. Elle a entretenu des contacts avec les autorités de Belgrade et de Pristina ainsi qu'avec d'autres intervenants internationaux afin d'œuvrer à la prévention et au règlement des différends et de favoriser une compréhension et des approches communes de la situation sur le terrain.

---

### Réalisation escomptée 1.1 : Progrès sur la voie de la réconciliation et de l'intégration de toutes les communautés au Kosovo

---

#### Indicateurs de progrès prévus

#### Indicateurs de succès effectifs

1.1.1 Diminution du nombre d'incidents visant des communautés non majoritaires (2012/13 : 544; 2013/14 : 490; 2014/15 : 441)

503 incidents visant des communautés non majoritaires ont été signalés, dont 77 concernaient des sites religieux. L'augmentation du nombre de ces incidents par rapport à l'exercice précédent (359 pour 2013/14) s'explique principalement par le renforcement des capacités de communication de l'information et de la coopération avec les autres partenaires internationaux en matière de recueil et d'analyse de données, ainsi que par la situation politique et économique du Kosovo.

1.1.2 Augmentation du nombre de rapatriements librement consentis et durables de déplacés appartenant à des minorités (2012/2013 : données non disponibles; 2013/14 : 1 000; 2014/15 : 1 500)

On a enregistré 676 rapatriements librement consentis de déplacés appartenant à des minorités, nombre en diminution par rapport à l'exercice précédent, ce qui est principalement dû à des litiges non réglés en matière de droits de propriété, au fait que les personnes déplacées ont été plus nombreuses à choisir de s'intégrer à l'endroit où elles se trouvaient, parfois différent de celui dont elles étaient originaires, à un sentiment d'insécurité et aux difficultés socioéconomiques supposées, ainsi qu'à un accès limité à des services publics tels que les écoles et les hôpitaux.

1.1.3 Augmentation du nombre de plaintes déposées par des Serbes du Kosovo auprès de la justice kosovare (2012/13 : 0; 2013/14 : 5; 2014/15 : 10)

Aucune donnée n'a pu être obtenue auprès du Conseil judiciaire du Kosovo, l'intégration du système judiciaire serbe au Kosovo prévue dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord conclu sous les auspices de l'Union européenne n'ayant pas encore été réalisée.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre    Observations</i>
Règlement des problèmes relatifs aux communautés, aux rapatriements et au patrimoine culturel dans l'ensemble du Kosovo au moyen de réunions quotidiennes avec les autorités locales et centrales, les représentants de la société civile et des titulaires de mandat important	Oui Des réunions se sont tenues avec les autorités locales et centrales, des représentants de la société civile et des titulaires de mandat important – 925 dans des municipalités situées au sud de l'Ibar et 668 dans la région de Mitrovica – pour régler les problèmes relatifs aux communautés, aux rapatriements et au patrimoine culturel dans l'ensemble du Kosovo. Cela a permis d'apporter des solutions à des problèmes touchant les communautés non majoritaires – par exemple l'amélioration de la qualité et de l'accessibilité de services et d'infrastructures de base. Dans la région de Mitrovica, des réunions ont également été consacrées aux problèmes de gouvernance dans des municipalités du nord et à l'apaisement des tensions dans le quartier multiethnique de Brdjani/Kroi i Vitakut de Mitrovica Nord. Une étape clef a été l'instauration du conseil de village de Hoçë e Madhe/Velika Hoča, le 30 janvier 2015, dans la ville de Rahovec/Orahovac, presque trois ans après l'entrée en vigueur de la loi ayant ordonné sa constitution. La MINUK a également activement favorisé la coopération entre l'Église orthodoxe serbe et les municipalités de Pejë/Peć et Deçan/Dečani en ce qui concerne un certain nombre de questions pratiques.
Vérification du nombre effectif de rapatriés et de leurs conditions de vie et de sécurité lors de visites trimestrielles dans 37 sites ou villages d'accueil, ainsi que du nombre effectif de déplacés présents dans 15 centres collectifs	37 Sites et villages d'accueil visités pour déterminer le nombre de rapatriés et évaluer leurs conditions de vie et la situation en matière de sécurité. Pour la période à l'examen, le nombre total des rapatriés recensés s'est élevé à 1 111, soit 334 familles. Depuis 2001, 1 472 maisons ont été construites ou reconstruites, mais il a été établi après vérification que 1 089 d'entre elles étaient abandonnées ou inoccupées

Réunions hebdomadaires (dont la Mission assure la présidence) avec EULEX et la KFOR, portant sur l'évolution de la situation politique et des conditions de sécurité dans le nord du Kosovo, et réunions d'information quotidiennes avec la participation des autorités des municipalités du nord, portant sur des questions liées à la réconciliation et à la coopération entre toutes les communautés

Coprésidence, avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme au Kosovo, de réunions mensuelles du Groupe de contact international pour les droits de l'homme, et participation, avec divers acteurs internationaux et régionaux, aux réunions mensuelles de ses sous-groupes, consacrées aux atteintes à la sécurité des communautés non majoritaires, ou encore aux droits de propriété

Préparation et présentation d'au moins trois réponses aux questions posées par les organes des Nations Unies et de l'Union européenne chargés des droits de l'homme, y compris l'examen et la révision des contributions fournies par les autorités kosovares, l'Équipe des Nations Unies pour le Kosovo, l'OSCE et d'autres parties prenantes

- 15 Centres collectifs visités, où vivaient, à la fin de l'exercice considéré, 142 familles de déplacés, soit 331 personnes
  - 147 Réunions présidées par la MINUK, tenues avec EULEX et la KFOR dans la région de Mitrovica et consacrées à l'évolution de la situation politique et des conditions de sécurité dans le nord du Kosovo. Le bureau régional de Mitrovica, par l'entremise de ses bureaux municipaux et de ses unités régionales, a tenu 260 réunions d'information avec des responsables municipaux des municipalités du nord, portant sur la réconciliation et la coopération entre toutes les communautés
  - 10 Séances plénières du Groupe de contact international pour les droits de l'homme coprésidées par la MINUK et le bureau autonome du Haut-Commissariat aux droits de l'homme au Kosovo. Par ailleurs, la Mission a participé à 5 réunions du sous-groupe sur le droit de propriété et à 8 réunions du sous-groupe sur les atteintes à la sécurité des communautés non majoritaires. Au cours de ces réunions ont été abordés la non-reconduction partielle du programme humanitaire de transport par autobus et la fermeture prévue des lignes toujours en activité, la réoccupation illégale de propriétés appartenant à des membres des communautés non majoritaires et les moyens d'améliorer l'efficacité des conseils municipaux pour la sécurité communautaire.
- La MINUK a également participé à 61 réunions de parties prenantes locales et internationales, où il a été débattu de questions diverses telles que les droits linguistiques, les personnes déplacées, les migrations, les droits des minorités, les droits de l'enfant, les droits de propriété des femmes, la corruption et la lutte contre la discrimination et les discours haineux
- 2 Réponses présentées, l'une au Comité des disparitions forcées au sujet de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, l'autre au Comité contre la torture au sujet de l'application au Kosovo de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Ce nombre peu élevé tient au fait que les institutions kosovares ne sont

Traitement de 100 dossiers de cas de violation présumée des droits de l'homme signalés au Groupe consultatif sur les droits de l'homme aux fins de la clôture de tous les dossiers dont le Groupe est saisi

Réunions mensuelles avec les autorités kosovares pour faciliter la prestation à la communauté serbe du Kosovo de services de l'état civil, et avec EULEX pour s'assurer que celle-ci continue de prendre en compte l'intégration des communautés minoritaires dans son programme de travail

Conseils dispensés dans le cadre de 12 réunions du Groupe de la sécurité et de la problématique hommes-femmes et de 12 réunions de son sous-groupe sur la violence sexiste, tenues avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'OSCE, EULEX, les autorités kosovares et des organisations de la société civile, afin de promouvoir la prise en compte de la problématique hommes-femmes

pas en mesure de fournir des éléments de réponse.

Deux réponses sont toujours en cours d'élaboration en coopération avec l'Équipe des Nations Unies au Kosovo, sur l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant et de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Le 26 novembre 2014, le Conseil de l'Europe a adopté une résolution sur la mise en œuvre au Kosovo de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales, en conclusion du troisième cycle de suivi sur le sujet. La MINUK a continué d'entretenir des contacts avec l'OSCE et le Conseil de l'Europe au titre de la préparation du rapport à remettre sur le quatrième cycle de suivi.

- 82 Dossiers examinés par le Groupe consultatif sur les droits de l'homme (61 avis sur le fond rendus). Au cours de l'exercice à l'examen, le nombre de plaintes en suspens a diminué, passant de 136 à 53. La Mission a présenté 75 réponses au Groupe : 15 observations sur le fond, 1 demande de révision d'avis, 5 réponses à d'autres communications et 54 décisions du Représentant spécial du Secrétaire général.
- 38 Réunions tenues avec le Ministère de l'intérieur et EULEX, où il a été débattu de questions intéressant la communauté serbe du Kosovo. EULEX et les représentants du Ministère ont répondu rapidement à toutes les questions soulevées par la MINUK.
- 11 Réunions tenues, dont 7 avec le Groupe de la sécurité et de la problématique hommes-femmes et 4 avec le sous-groupe sur la violence sexiste. Les discussions ont notamment porté sur la préparation de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, de la campagne « 16 journées de mobilisation contre la violence sexiste » qui débute immédiatement après chaque année et de la Journée internationale de la femme. Le Groupe de la sécurité et de la problématique hommes-femmes a également examiné la mise en œuvre au Kosovo de la stratégie et du plan d'action de lutte contre la violence domestique et l'application de la législation en vigueur concernant les personnes ayant survécu à des

Établissement de rapports trimestriels sur l'évolution de la situation au Kosovo, à l'intention du Conseil de sécurité

Mise en œuvre de 24 projets de renforcement de la confiance

Informations actualisées diffusées dans les médias pour faire connaître et comprendre les faits nouveaux et la problématique en jeu, notamment la liberté de mouvement, le droit au rapatriement et la protection des minorités, les processus politiques et l'évolution de la situation à cet égard, le dialogue entre les communautés, les questions de sécurité et les droits fondamentaux, soit : 12 messages d'intérêt public diffusés sur Internet et à la radio; émissions s'adressant aux minorités diffusées sur la radio FM de la MINUK (Ophelia FM) 24 heures par jour, 7 jours sur 7; préparation de 2 revues de presse quotidiennes (presse locale et internationale, télévision, radio, Internet) diffusées par messagerie électronique, sur le Web et dans les médias sociaux; contacts quotidiens entretenus avec les médias

agressions sexuelles liées au conflit. Les 4 réunions du sous-groupe sur la violence sexiste ont été tenues à la suite de la fermeture du bureau autonome du Haut-Commissaire aux droits de l'homme et en l'absence d'un coprésident nommé. La MINUK a également organisé 6 réunions, participé à 5 conférences et accueilli l'édition 2014 de la Journée portes ouvertes sur les femmes, la paix et la sécurité dans le cadre de la campagne « 16 journées de mobilisation contre la violence sexiste ».

4 Rapports sur l'évolution de la situation au Kosovo établis à l'intention du Conseil de sécurité en coordination avec l'Équipe des Nations Unies pour le Kosovo et EULEX

20 Projets de renforcement de la confiance mis en œuvre pour promouvoir la coopération entre les communautés, dont 8 dans la région de Mitrovica. L'écart par rapport à l'objectif fixé est dû à des coûts d'exécution plus élevés que prévu.

Oui À l'occasion de la Journée des Nations Unies, la MINUK a produit 11 reportages radiophoniques portant sur les activités de partenaires présents localement (le PNUD, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'OSCE et l'Union européenne), qui ont été diffusés en albanais, en anglais et en serbe. Au nombre des sujets couverts figuraient les rapatriés, les droits des minorités, les droits des femmes et les activités interethniques auxquelles participent des enfants. Par ailleurs, 43 bulletins d'information ont été publiés sur Internet. Ophelia FM diffuse des programmes en permanence et propose chaque jour des bulletins d'information en albanais, en anglais et en serbe en partenariat avec Radio Free Europe et Deutsche Welle.

321 points de presse ont été diffusés le matin et 253 l'après-midi, par courrier électronique, dans les réseaux sociaux ou au moyen d'un affichage sur des sites Web. Au cours de l'exercice considéré, le nombre d'abonnés au compte Twitter de la MINUK a augmenté de 34 %, pour dépasser 1 500, et celui des abonnés à son compte Facebook de 17 %, pour atteindre près de 2 000. Dix communiqués de presse ont été produits à l'intention des médias locaux et du public, diffusés sur le site Web, par courrier

électronique ou par les médias sociaux, et les médias locaux ont réalisé 3 entretiens avec le Représentant spécial adjoint du secrétaire général et le porte-parole. La Mission a entretenu des contacts réguliers avec les journalistes locaux et internationaux.

## **Réalisation escomptée 1.2 : Renforcement de la coopération et du dialogue entre Pristina et Belgrade et les organisations régionales**

### *Indicateurs de succès prévus*

### *Indicateurs de succès effectifs*

1.2.1 Augmentation du nombre de fonctionnaires serbes du Kosovo, notamment parmi les policiers et les magistrats, transférés d'institutions parallèles aux autorités kosovares (2012/13 : 0; 2013/14 : 280; 2014/15 : 373)

Au cours de l'exercice considéré, 71 fonctionnaires serbes du Kosovo ont été transférés d'institutions relevant de Belgrade dans des institutions du Kosovo, dont 40 agents de protection civile, qui ont rejoint l'Agence de gestion des situations d'urgence; 19 pompiers de Leposavić/Leposaviq; 6 douaniers et 2 agents d'appui, qui ont rejoint les services douaniers régionaux de Mitrovica; 4 policiers, qui ont été intégrés au Service de police du Kosovo. Le 23 mars 2015, à la suite de la conclusion de l'accord entre Belgrade et Pristina sur l'intégration de l'appareil judiciaire, le 9 février 2015, le Conseil judiciaire du Kosovo et le Conseil des procureurs du Kosovo ont entamé des démarches visant à pourvoir 48 postes de juge et 15 de procureur, réservés à des personnes appartenant aux communautés non majoritaires. Le processus de recrutement n'a pas été achevé au cours de l'exercice.

1.2.2 Augmentation du nombre total d'élus serbes du Kosovo siégeant dans les autorités kosovares aux niveaux central et local (2012/13 : 88; 2013/14 : 130; 2014/15 : 150)

Objectif atteint. 150 conseillers serbes du Kosovo ont été élus dans 38 municipalités kosovares aux élections générales du 8 juin 2014 et 10 Serbes du Kosovo ont été élus à l'Assemblée parlementaire du Kosovo le 4 juillet 2014. Le 9 décembre 2014, trois Serbes du Kosovo ont fait leur entrée au Gouvernement, aux postes de vice-premier ministre, de ministre des communautés et des retours et de ministre des collectivités locales. Le 26 décembre 2014, 4 Serbes du Kosovo membres de l'Assemblée ont été nommés à quatre commissions (Commission des droits et intérêts des communautés et des retours; Commission de l'agriculture, de la foresterie, de l'environnement et de l'aménagement du territoire; Commission de surveillance des services du renseignement du Kosovo; Commission de la législation, des mandats, des immunités, du règlement intérieur de l'Assemblée et de contrôle de l'Agence de lutte contre la corruption).

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Fourniture de conseils et d'un appui concernant le dialogue et les accords politiques et techniques facilités par l'Union européenne entre Belgrade et Pristina, notamment la prestation d'une assistance aux réunions au moyen du partage ponctuel de la mémoire institutionnelle et du savoir-faire de la Mission	Oui	<p>La MINUK a organisé 56 réunions avec les autorités de Belgrade et de Pristina au cours desquelles elle a apporté des conseils et un appui en faveur du dialogue facilité par l'Union européenne et de l'application efficace des accords. En outre, elle a établi des documents non officiels traitant de questions sur lesquelles elle possédait des connaissances et compétences spécialisées, comme l'association/communauté des municipalités à majorité serbe du Kosovo; les litiges liés aux propriétés et aux retours dans la municipalité de Mitrovica et aux alentours; l'intégration dans le système juridique kosovar d'anciens fonctionnaires d'institutions relevant de Belgrade; la gestion des symboles, des monuments et des structures publiques dans les zones de forte mixité ethnique; les litiges relatifs à la délimitation du périmètre des municipalités.</p> <p>La Mission a aussi saisi l'occasion offerte par ces réunions de dispenser un appui diplomatique mieux coordonné, aux niveaux interorganisations et local, en vue des rencontres qui devaient se tenir à Bruxelles au cours de l'exercice considéré, dans le cadre du dialogue facilité par l'Union européenne.</p>
Fourniture de conseils relatifs à toutes les questions relevant du mandat de la Mission dans le cadre de 50 réunions de haut niveau entre la direction de la MINUK et les autorités de Belgrade et de Pristina	56	<p>Réunions tenues avec les autorités à Pristina et à Belgrade, auxquelles ont participé les partenaires internationaux (Union européenne et OSCE), les ambassades et les bureaux de représentation diplomatique. Ces réunions ont été l'occasion pour la MINUK d'échanger des informations, de faire part de ses vues et de donner des avis sur des questions ayant trait à la paix et à la stabilité; la promotion des droits de l'homme; l'accès sur une base juste et équitable aux services publics et à la propriété et l'égalité des chances; l'accès à une justice diligente et impartiale; la facilitation de l'accès aux structures et dispositifs internationaux, le cas échéant; la promotion et la protection des droits des minorités; la possibilité d'invoquer les instruments internationaux et les conventions de notification; la promotion de</p>



Aide à la prise de décisions dans le cadre des accords multilatéraux internationaux dont la MINUK est signataire au nom du Kosovo, dont l'Accord de libre-échange d'Europe centrale, le Traité instituant la Communauté de l'énergie, le réseau régional de transports (Observatoire des transports de l'Europe du Sud-Est) et l'Accord multilatéral visant à établir une zone européenne commune d'aviation, au moyen de la participation à 13 réunions et d'autres types d'intervention

conditions favorables au retour à long terme des déplacés; la promotion de la santé et la protection de l'environnement. En outre, dans le cadre des réunions avec les participants au dialogue facilité par l'Union européenne, la Mission a suggéré des solutions aux problèmes soulevés par les parties, tant sur le plan politique que dans le cadre des groupes de travail techniques.

Oui La MINUK a organisé neuf réunions auxquelles elle a participé conjointement avec des représentants des institutions kosovares et de la société civile, à savoir : une réunion du Comité spécial conjoint de l'Accord de libre-échange d'Europe centrale; une réunion sur la normalisation de l'aviation dans les Balkans; une réunion d'experts de l'Accord de libre-échange d'Europe centrale; une réunion du Comité conjoint de l'Accord de libre-échange d'Europe centrale; la quatre-vingt-troisième session de l'Assemblée générale de l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL); une réunion du Comité permanent sur l'identification des victimes de catastrophes et du groupe sur les pathologies; la quarante-troisième Conférence régionale d'INTERPOL; la vingt et unième réunion sur la normalisation de l'aviation dans les Balkans; une formation à l'intention de la police et de l'agence de criminalistique kosovares, tenue au siège d'INTERPOL dans le cadre du projet sur l'identification des victimes de catastrophes. En outre, la MINUK a apporté une aide à la prise de décisions en 15 autres occasions, en coopération avec le PNUD, la Commission économique pour l'Europe, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Centre du commerce international, le Service de la lutte antimines de l'ONU et le Bureau de liaison des Nations Unies pour la paix et la sécurité. La Mission a également apporté son concours au projet de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture sur l'analyse de la capacité concurrentielle des principaux secteurs de l'agroalimentaire au Kosovo, répondu favorablement à la demande d'assistance de l'Organisation de l'aviation civile internationale relative à l'inclusion de certaines fréquences de communications dans



<p>Facilitation du dialogue entre Belgrade et Pristina au sujet des personnes disparues, notamment au moyen d'une participation aux réunions spéciales du Groupe de travail sur la recherche des personnes portées disparues et d'échanges hebdomadaires avec la Commission du Kosovo sur les personnes disparues, la Commission du Gouvernement serbe sur les personnes disparues et le Comité international de la Croix-Rouge</p>	
	<p>la base de données de l'Organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne, et aidé l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à dresser un bilan complet de la capacité des institutions kosovares à lutter contre la corruption.</p>
<p>Traitement et établissement des documents et des instruments juridiques relatifs aux demandes d'entraide judiciaire présentées, conformément à la législation internationale et locale et aux accords bilatéraux conclus avec d'autres États, par les institutions kosovares, des États Membres qui ne reconnaissent pas l'indépendance du Kosovo et EULEX</p>	<p>Oui La MINUK a participé à deux réunions du Groupe de travail sur la recherche des personnes portées disparues, à 29 réunions avec les commissions kosovare et serbe sur les personnes disparues, à 26 réunions avec des associations de familles de personnes albanaises et serbes du Kosovo portées disparues et à 5 visites d'évaluation menées en Serbie, dans des sites où le Groupe de travail était présent. Elle a continué d'aider les familles de Serbes du Kosovo portés disparus à faire les démarches nécessaires pour obtenir les compensations financières auxquelles elles peuvent prétendre en vertu de la loi sur les personnes disparues.</p>
<p>Élaboration et conclusion de quelque 3 accords entre la MINUK et les contingents de la KFOR concernant la restitution des locaux et des camps de cette dernière qui sont des biens collectifs ou publics</p>	<p>Non La MINUK a traité les demandes d'entraide judiciaire présentées par des pays qui ne reconnaissent pas l'indépendance du Kosovo. Ces demandes ont été transmises aux autorités kosovares par EULEX en application d'un accord d'entraide judiciaire conclu entre elles le 12 août 2011.</p>
	<p>2 Accords de restitution conclus entre la MINUK et la KFOR, élaborés à l'issue de 16 réunions entre les conseillers juridiques des deux entités. À la suite de consultations, il a été décidé que le troisième accord, qui devait porter sur un poste de contrôle de la KFOR, n'était pas nécessaire en raison du caractère temporaire de la structure, qui n'était pas occupée de façon continue par la KFOR.</p>
<p>Participation à une cinquantaine d'audiences judiciaires et traitement d'une centaine de dossiers concernant des réclamations et affaires relatives aux activités de l'Agence fiduciaire du Kosovo et transmises par la Chambre spéciale et par des tribunaux municipaux au cours de l'exercice. Négociation du règlement d'une cinquantaine de réclamations et affaires en suspens relatives aux activités de l'Agence fiduciaire du Kosovo, transmises par la Chambre</p>	<p>4 Réclamations au sujet de questions concernant l'Agence fiduciaire du Kosovo transmises par la Chambre spéciale de la Cour suprême du Kosovo à la MINUK, qui n'a participé à aucune audience.</p> <p>Ce chiffre, inférieur aux prévisions, s'explique par l'adoption, le 22 septembre 2011, de la loi relative à la Chambre spéciale de la Cour suprême du Kosovo, qui a entraîné une forte diminution du nombre d'affaires pour</p>

spéciale et par des tribunaux municipaux au cours de l'exercice

Traitement d'environ 1 200 demandes émanant de résidents du Kosovo, de pays qui ne reconnaissent pas l'indépendance du Kosovo et de bureaux de liaison, relatives à l'authentification et à la certification par la MINUK de documents d'état civil, de titres de pension et de documents universitaires, qui doivent être utilisés dans les pays ne reconnaissant pas l'indépendance du Kosovo

2 623 Demandes d'authentification et de certification de documents d'état civil, de titres de pension et de documents universitaires faites par des résidents habituels du Kosovo traitées par la MINUK. Ce résultat, supérieur aux prévisions, s'explique par une meilleure information du public en ce qui concerne les fonctions de validation de la MINUK. En outre, dans le cadre d'enquêtes pénales menées par Pristina et Belgrade, la MINUK a facilité le traitement de 212 demandes d'authentification de document. Depuis la décision arrêtée par la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire *Grudic c. Serbie*, en septembre 2012, en vertu de laquelle les autorités serbes avaient dû verser leur pension d'invalidité – dont le paiement avait été suspendu en 1999 – à deux anciens résidents du Kosovo, le nombre de demandes d'authentification de documents liés aux droits à pension dont la MINUK est saisie par des résidents habituels du Kosovo a fortement augmenté.

Traitement et établissement de documents, conformément à la législation en vigueur, concernant des demandes de diffusion de notices de recherches internationales, ou notices rouges d'INTERPOL, et traitement et renvoi de quelque 1 500 dossiers ouverts par INTERPOL (crime international et vols de véhicules) aux fins d'enquête par les autorités compétentes du Kosovo

52 Notices rouges d'INTERPOL diffusées et 2 644 dossiers traités, concernant 1 924 affaires nouvelles et 720 affaires rouvertes. Du fait de leurs capacités renforcées, les forces de l'ordre locales ont pu traiter un nombre de dossiers supérieur aux prévisions.

## Composante 2 : composante appui

29. La Mission a fourni de manière efficace et rationnelle les services logistiques, administratifs, techniques et de sécurité correspondant à son mandat, en exécutant les produits prévus. Un appui a été prêté à un effectif moyen de 8 officiers de liaison, 7 membres de la Police des Nations Unies et, en ce qui concerne le personnel civil, 110 agents recrutés sur le plan international, 215 recrutés sur le plan national et 24 Volontaires des Nations Unies.

30. Au cours de l'exercice considéré, la Mission s'est attachée en priorité à améliorer la gestion du matériel, l'infrastructure informatique (grâce, notamment, à la mise en service d'un nouveau système de téléphonie sur IP), la diffusion d'informations et les services de communication. Elle a aussi lancé un appel

d'offres pour trouver un nouvel emplacement pour son quartier général à Pristina. Le marché a été attribué pendant la deuxième moitié de l'exercice et le déménagement du quartier général, qui a commencé vers la fin de l'exercice, s'est achevé au début du mois d'août 2015.

31. Le budget de l'exercice 2014/15 prévoyait des gains d'efficacité qui se sont en grande partie concrétisés. La reconfiguration et la restructuration des sections d'appui ont permis de rationaliser les fonctions correspondantes, ce qui s'est traduit par la suppression de 15 postes faisant l'objet d'un recrutement international. La diminution du nombre de véhicules composant le parc de la Mission a entraîné une réduction de la consommation de carburant et des frais d'entretien.

---

**Réalisation escomptée 2.1 : Fourniture à la Mission d'un appui efficace et rationnel dans les domaines de la logistique, de l'administration et de la sécurité**

---

*Indicateurs de succès prévus*

*Indicateurs de succès effectifs*

2.1.1 Amélioration de la gestion du matériel :  
a) comptabilisation en pertes et liquidation : délai de traitement de 120 jours au maximum en privilégiant la vente; b) Comité local de contrôle du matériel : 10 % au maximum de procédures de comptabilisation en pertes qui prennent plus de 12 mois et traitement des dossiers dans un délai de 42 jours au plus; c) l'inventaire physique de l'ensemble des stocks, ainsi que l'évaluation de la dépréciation et la liquidation des actifs comptabilisés en pertes sont achevés le 31 décembre 2014 au plus tard

Objectif atteint. La Mission a procédé à l'inventaire physique de l'ensemble des actifs, y compris les biens non durables, mis à jour les informations figurant dans le système de gestion des stocks, éliminé les divergences et procédé à la comptabilisation en pertes et à la liquidation des actifs concernés; le Comité local de contrôle du matériel n'était plus saisi d'aucun dossier en souffrance. Plusieurs améliorations ont été constatées en ce qui concerne la gestion du matériel :

a) Le délai de traitement des opérations de comptabilisation en pertes et de liquidation, cession commerciale comprise, a été de 57 jours;

b) Comité local de contrôle du matériel : aucun retard enregistré; aucune procédure de comptabilisation en pertes n'a pris plus de 12 mois, et le délai de traitement des dossiers était de moins de 42 jours;

c) Au 31 décembre 2014, on avait procédé à un inventaire physique de l'ensemble des stocks, à l'évaluation de la dépréciation et à la liquidation des actifs comptabilisés en pertes.

2.1.2 Amélioration de la prestation de services informatiques et télématiques, notamment réduction des délais de mise à niveau et de mise à jour des logiciels, renforcement du dispositif de sécurité du réseau et amélioration des services téléphoniques grâce à l'installation d'un nouveau système de téléphonie sur IP

Objectif atteint. On a amélioré la prestation de services informatiques et télématiques, ce qui s'est traduit par le raccourcissement des délais de mise à niveau et de mise à jour des logiciels, le renforcement du dispositif de sécurité du réseau et l'optimisation des services téléphoniques grâce à la mise en service d'un nouveau système téléphonie sur IP

---

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre	Observations
<b>Amélioration des services</b>		
Inventaire physique de tout le matériel, y compris les biens non durables, mise à jour des informations figurant dans le système de gestion des stocks, élimination des écarts, clôture des procédures de comptabilisation en pertes et de liquidation, et traitement en temps opportun des dossiers par le Comité local de contrôle du matériel	Oui	La Mission a procédé à l'inventaire physique de l'ensemble des actifs, y compris les biens non durables, mis à jour les informations figurant dans le système de gestion des stocks, éliminé les divergences et procédé à la comptabilisation en pertes et à la liquidation des actifs concernés; aucun des dossiers dont le Comité local de contrôle du matériel avait été saisi n'était plus en souffrance.
Transfert des serveurs de secours du Bureau des Nations Unies à Belgrade au Centre de services mondial de l'ONU	Non	La Mission n'a pas effectué le transfert des serveurs de secours, la priorité ayant été accordée à la mise en service du système de domaines de données.
Construction et gestion d'un dépôt de carburants au quartier général de la Mission	Oui	La Mission a construit un dépôt de carburants au quartier général, dont elle assure la gestion.
Utilisation des services médicaux fournis par EULEX dans les postes médicaux avancés (niveau 1) en matière d'analyses de laboratoire et de radiographie, et recours aux autres services médicaux fournis par d'autres prestataires sur le lieu d'affectation pour dispenser des soins de base au personnel de la MINUK	Non	La MINUK a passé des accords avec des prestataires de soins locaux pour les membres de son personnel et leur famille. EULEX a fermé ses unités de soins d'urgence et de radiologie.
<b>Personnel militaire, policier et civil</b>		
Déploiement, relève et rapatriement de 8 observateurs militaires et de 8 membres de la Police des Nations Unies en moyenne		En moyenne, déploiement, relève et rapatriement de : 8 Officiers de liaison 7 Membres de la Police des Nations Unies
Administration de 371 membres du personnel civil, soit 116 agents recrutés sur le plan international, 228 agents recrutés sur le plan national et 27 Volontaires des Nations Unies en moyenne		Des services administratifs ont été fournis à une moyenne de : 349 Membres du personnel civil, dont 110 Agents recrutés sur le plan international 215 Agents recrutés sur le plan national 24 Volontaires des Nations Unies

## Installations et infrastructures

Entretien et remise en état de 5 bureaux occupés par du personnel civil et de 8 sites de répéteurs

Oui La MINUK s'est chargée de l'entretien et de la remise en état de 5 locaux occupés par du personnel civil et de 8 sites de répéteurs.

Services d'assainissement fournis dans tous les bâtiments, y compris l'exploitation et l'entretien de 2 stations d'épuration des eaux usées appartenant à l'ONU sur 2 sites, et la collecte et l'élimination des déchets

Oui La MINUK a fourni des services d'assainissement pour tous les bâtiments, notamment en assurant l'exploitation et l'entretien de 2 stations d'épuration des eaux usées appartenant à l'ONU sur 2 sites, ainsi que des services de collecte et d'élimination des déchets.

Exploitation et entretien de 13 groupes électrogènes appartenant à l'ONU sur 9 sites

Oui La Mission a assuré l'exploitation et l'entretien de 13 groupes électrogènes appartenant à l'ONU sur 9 sites.

Stockage et distribution de 322 000 litres de carburants et lubrifiants destinés à l'approvisionnement des groupes électrogènes et des appareils de chauffage

268 398 Litres de carburants et de lubrifiants destinés à l'approvisionnement des groupes électrogènes et des appareils de chauffage ont été distribués pendant la période considérée. La différence s'explique par le fait que la Mission a utilisé du gazole provenant de ses réserves stratégiques.

## Transports terrestres

Exploitation et entretien de 104 véhicules appartenant à l'ONU, soit 71 véhicules légers de transport de passagers, 20 véhicules à usage spécial, 2 ambulances, 4 véhicules blindés, 2 engins du génie mobiles et 5 engins de manutention mobiles

103 Véhicules appartenant aux Nations Unies ont été exploités et entretenus, dont :

70 Véhicules légers de transport de passagers. L'écart s'explique par la liquidation d'un véhicule de plus que prévu.

20 Véhicules à usage spécial

2 Ambulances

4 Véhicules blindés (6 autres véhicules ont été transférés à d'autres missions)

2 Engins du génie mobiles

5 Engins de manutention mobiles

Fourniture de 170 000 litres de carburants et lubrifiants pour les véhicules de transport terrestre

134 497 Litres de carburants et lubrifiants destinés aux transports terrestres ont été distribués. La différence de 35 503 litres s'explique par le fait que la MINUK a retiré 40 véhicules de son parc.

Service de navette pour le transport quotidien de 206 membres du personnel des Nations Unies, en moyenne, 5 jours par semaine, dans les deux sens sur les itinéraires autorisés

Oui La MINUK a assuré un service de navette pour le transport, sur les itinéraires autorisés, de 206 membres du personnel des Nations Unies, en moyenne, 5 jours par semaine.

## Communications

Services d'appui et d'entretien pour un réseau satellitaire composé d'une station terrienne principale et de 4 microterminaux VSAT, de 7 centraux téléphoniques, de 24 liaisons hertziennes, de 5 systèmes de visioconférence, de 36 répéteurs VHF et de 5 répéteurs UHF

Services d'appui et de maintenance pour 4 stations de radio FM et 1 studio de production

## Informatique

Services d'appui et d'entretien pour 148 serveurs virtuels, 2 boîtiers de serveurs lames, 6 serveurs haut de gamme, 89 commutateurs, 31 routeurs, 2 réseaux sans fil (1 grand public et 1 réservé aux besoins de la Mission), 2 systèmes de sauvegarde, 7 systèmes de sécurité, 487 ordinateurs, 100 imprimantes réparties sur 4 sites (Pristina, Belgrade, Mitrovica et Pec) et 440 comptes de messagerie électronique

La Mission a assuré le fonctionnement et l'entretien des équipements suivants :

- 1 Station terrienne principale
- 3 Microterminaux VSAT (1 appareil a été retiré du service et comptabilisé en pertes)
- 7 Centraux téléphoniques
- 24 Liaisons hertziennes
- 6 Systèmes de visioconférence, le système supplémentaire étant nécessaire pour répondre aux besoins de l'unité chargée des visioconférences au bureau régional de Mitrovica
- 36 Répéteurs VHF
- 5 Répéteurs UHF
- 4 Stations de radio FM et 1 studio de production ont fait l'objet de services d'appui et de maintenance

La Mission a fourni des services de téléphonie et de transmission de données sécurisées à ses utilisateurs, en appuyant et en entretenant :

- 132 Serveurs virtuels. Ce nombre est inférieur aux prévisions en raison de la concentration du système à laquelle il a été procédé à l'occasion du déménagement du quartier général de la MINUK.
- 2 Boîtiers de serveurs lames
- 6 Serveurs haut de gamme
- 100 Commutateurs. Ce nombre supérieur aux prévisions résulte de la mise en place de la Section des communications et de l'informatique dans les locaux du nouveau quartier général de la Mission.
- 34 Routeurs. Ce nombre supérieur aux prévisions résulte de la mise en place de la Section des communications et de l'informatique dans les locaux du nouveau quartier général de la Mission.
- 2 Réseaux sans fil (1 grand public et 1 pour les besoins de la Mission)

## 2 Systèmes de sauvegarde

## 7 Systèmes de sécurité

- 540 Ordinateurs. Ce nombre supérieur aux prévisions s'explique par le remplacement de plusieurs appareils, dont la durée d'utilité avait été dépassée mais qui n'avaient pas été comptabilisés en pertes à la fin de l'exercice.
- 111 Imprimantes. Ce chiffre, supérieur aux prévisions, s'explique par le remplacement de plusieurs appareils, dont la durée d'utilité avait été dépassée mais qui n'avaient pas été comptabilisés en pertes à la fin de l'exercice.
- 471 Comptes de messagerie électronique. Le nombre plus élevé que prévu de comptes de messagerie électronique mis à jour s'explique par le fait que les comptes inactifs – comptes administrateurs et comptes génériques – ont été supprimés du système.

**Santé**

Aide médicale dispensée aux 387 membres du personnel, notamment en liaison avec le poste médical de niveau I d'EULEX offrant des services de laboratoire et de radiologie, et 1 antenne de chirurgie d'urgence à Pristina pour les blessés les plus gravement touchés et pour le suivi des membres de la Mission hospitalisés; mémorandum d'accord conclu avec l'hôpital de niveau II de la KFOR appartenant à l'OTAN, à Prizren (Allemagne), pour la consultation de spécialistes, les admissions en urgence, les analyses en laboratoire, les examens radiologiques et les soins aux malades hospitalisés

- 364 Membres du personnel et agents en tenue ont reçu des soins médicaux – 960 consultations; 87 recommandations; 73 vaccinations; 3 services d'urgence médicale. Des membres du personnel international ont été aiguillés vers les installations d'EULEX et vers l'hôpital allemand de niveau II de la KFOR, appartenant à l'OTAN, pour y consulter des spécialistes ou y recevoir des soins urgents. De plus, la MINUK a conclu des accords techniques avec des prestataires locaux qui fournissent des services à son personnel. EULEX a fermé ses unités de soins d'urgence et de radiologie.

Exploitation et entretien de 1 antenne médicale régionale de base, disposant d'un service de soins d'urgence adapté, à Mitrovica

- 1 Antenne médicale régionale de base, disposant d'un service de soins d'urgence adapté, a été exploitée et entretenue à Mitrovica.

Maintien d'un dispositif d'évacuation terrestre et aérien à l'échelle de la Mission pour tout le personnel des Nations Unies, y compris les structures médicales de niveaux II et III se trouvant dans le périmètre de la Mission ou à l'extérieur

- Oui La Mission a assuré le fonctionnement d'un dispositif d'évacuation terrestre et aérien à l'échelle de la Mission pour tout le personnel des Nations Unies, y compris les structures médicales de niveaux II et III se trouvant dans le périmètre de la Mission ou à l'extérieur.

Exploitation et entretien de services de conseil et de dépistage du VIH confidentiels, et mise en œuvre de programmes d'information sur le VIH, destinés notamment aux nouveaux arrivants

### Sécurité

Prestation de services de sécurité 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, à tout le personnel des Nations Unies se trouvant dans la zone de la Mission

Évaluation de la sécurité des bureaux et des sites situés dans la zone de la Mission, et notamment contrôle de la sécurité des logements pour tous les nouveaux arrivants et les membres du personnel ayant déménagé

Services d'appui et de maintenance au titre du programme de sûreté et de sécurité sur le lieu de travail, moyennant la fourniture de conseils lors de réunions mensuelles des comités chargés de la sécurité, le contrôle régulier de la sûreté et de la sécurité sur le lieu de travail, l'organisation de deux exercices d'évacuation en cas d'incendie pour l'ensemble du personnel de la Mission et la conduite régulière d'exercices pour tous les responsables de la sécurité en cas d'incendie, formation, en interne, au maniement des armes à feux dispensée à 11 agents de sécurité recrutés sur le plan international, formation à la sécurité sur le terrain dispensée à 11 membres du personnel de sécurité recrutés sur le plan international et 49 membres du personnel de sécurité recruté sur le plan national, formation à l'usage de la matraque et du vaporisateur au capsicum dispensée à 11 membres du personnel de sécurité recrutés sur le plan international et 30 membres du personnel de sécurité sur le plan national, et présentation de la trousse médicale d'intervention d'urgence à 11 agents de sécurité recrutés sur le plan international et à 8 membres du personnel recrutés sur le plan national

Oui La Mission a assuré le fonctionnement et l'entretien de services de conseil et de dépistage confidentiels, ainsi que la mise en œuvre de programmes de sensibilisation au VIH, destinés notamment aux nouveaux arrivants.

Oui Des services de sécurité et de protection ont été assurés 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, à tout le personnel se trouvant dans la zone de la Mission.

Oui La Mission a effectué des évaluations de la sécurité des bureaux et des sites situés dans la zone de la Mission, notamment des logements de tous les nouveaux arrivants et des membres du personnel ayant déménagé.

Non La Mission a mis en œuvre le programme de sûreté et de sécurité sur le lieu de travail en organisant 1 610 contrôles de la sûreté et de la sécurité sur le lieu de travail et réunions à ce sujet, et 189 séances de formation en interne à l'intention des agents de sécurité recrutés sur les plans international et national.

Elle a aussi assuré l'entretien de 270 extincteurs, entretenu des contacts avec sept brigades incendie et organisé des exercices d'évacuation semestriels à son quartier général et au quartier général régional de Mitrovica. Ces activités ont consisté en 236 inspections de la sécurité incendie, 4 exercices d'évacuation et 10 réunions d'information des responsables de la sécurité incendie.



### III. Exécution du budget

#### A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; exercice budgétaire allant du 1<sup>er</sup> juillet 2014 au 30 juin 2015.)

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écarts	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
<b>Militaires et personnel de police</b>				
Observateurs militaires	400,1	286,0	114,1	28,5
Contingents	—	—	—	—
Police civile	400,1	241,2	158,9	39,7
Unités de police constituées	—	—	—	—
<b>Total partiel</b>	<b>800,2</b>	<b>527,2</b>	<b>273,0</b>	<b>34,1</b>
<b>Personnel civil</b>				
Personnel recruté sur le plan international	22 153,0	20 843,8	1 309,2	5,9
Personnel recruté sur le plan national	10 935,3	9 057,5	1 877,8	17,2
Volontaires des Nations Unies	1 100,9	1 007,1	93,8	8,5
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	—	—	—	—
Personnel fourni par les gouvernements	—	—	—	—
<b>Total partiel</b>	<b>34 189,2</b>	<b>30 908,4</b>	<b>3 280,8</b>	<b>9,6</b>
<b>Dépenses opérationnelles</b>				
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—
Consultants	229,2	261,6	(32,4)	(14,1)
Voyages	451,0	428,1	22,9	5,1
Installations et infrastructures	2 791,3	3 329,4	(538,1)	(19,3)
Transports terrestres	441,6	272,0	169,6	38,4
Transports aériens	—	—	—	—
Transports maritimes ou fluviaux	—	—	—	—
Communications	1 564,2	694,4	869,8	55,6
Informatique	1 472,1	2 005,0	(532,9)	(36,2)
Santé	79,5	18,7	60,8	76,5
Matériel spécial	—	—	—	—
Fournitures, services et matériel divers	534,3	736,1	(201,8)	(37,8)
Projets à effet rapide	419,0	416,2	2,8	0,7
<b>Total partiel</b>	<b>7 982,2</b>	<b>8 161,4</b>	<b>(179,2)</b>	<b>(2,2)</b>
<b>Total brut</b>	<b>42 971,6</b>	<b>39 596,9</b>	<b>3 374,7</b>	<b>7,9</b>
Recettes provenant des contributions du personnel	3 867,9	3 624,6	243,3	6,3
<b>Total net</b>	<b>39 103,7</b>	<b>35 972,3</b>	<b>3 131,4</b>	<b>8,0</b>
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—
<b>Total</b>	<b>42 971,6</b>	<b>39 596,9</b>	<b>3 374,7</b>	<b>7,9</b>

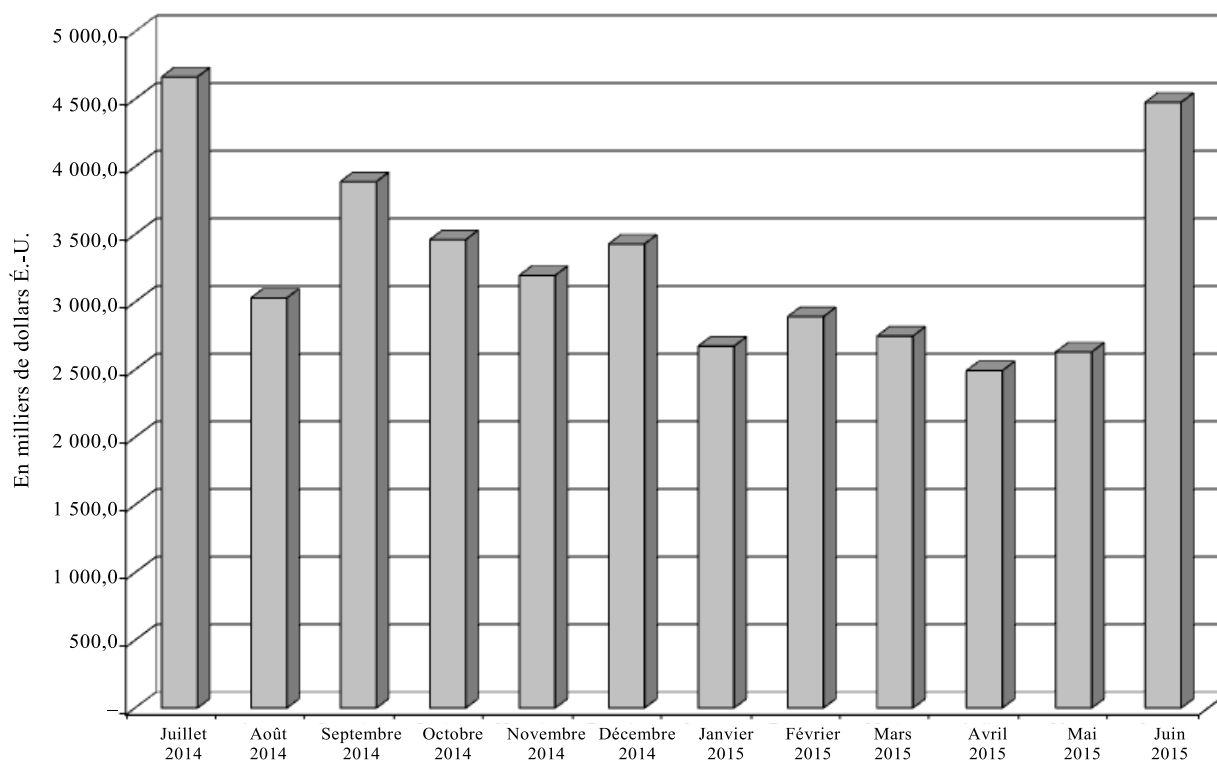
## B. Récapitulatif des réaffectations de ressources

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Réaffectation		
	Répartition initiale du montant approuvé	Montants réaffectés	Répartition révisée
I. Militaires et personnel de police	800,2	0	800,2
II. Personnel civil	34 189,2	(335,0)	33 854,2
III. Dépenses opérationnelles	7 982,2	335,0	8 317,2
<b>Total</b>	<b>42 971,6</b>	<b>0</b>	<b>42 971,6</b>
Pourcentage des réaffectations			<b>0,8</b>

31. Au cours de l'exercice considéré, des ressources ont été réaffectées à la catégorie III (Dépenses opérationnelles), principalement pour financer l'achat de services d'aménagement et de rénovation, de mobilier de bureau, de services de sécurité intégrés et de matériel supplémentaire pour la défense des périmètres, en prévision du déménagement imminent du quartier général.

## C. Évolution des dépenses mensuelles



33. Les dépenses engagées en juillet 2014 ont été plus élevées que prévu, principalement en raison des services à fournir. Elles l'ont également été en juin 2015, en raison principalement des dépenses opérationnelles afférentes au déménagement du quartier général de la Mission.

#### D. Autres recettes et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Intérêts créditeurs	55,1
Recettes diverses ou accessoires	379,2
Ajustements sur exercices antérieurs	(12,4)
Engagements d'exercices antérieurs : annulations	248,1
<b>Total</b>	<b>670,0</b>

#### E. Contributions non budgétisées

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Valeur</i>
Contributions prévues par l'accord sur le statut de la Mission <sup>a</sup>	99,2
Contributions volontaires en nature (non budgétisées)	–
<b>Total</b>	<b>99,2</b>

<sup>a</sup> Y compris les terrains et locaux fournis par le Gouvernement serbe au Bureau des Nations Unies à Belgrade.

### IV. Analyse des écarts<sup>1</sup>

	<i>Écart</i>
<b>Observateurs militaires</b>	114,1 28,5 %

34. L'existence d'un solde inutilisé tient principalement au fait qu'aucune demande d'indemnisation pour cause de décès ou d'invalidité n'a été déposée, ainsi qu'à un taux de change effectif moyen de 0,84 euro pour 1 dollar (contre 0,74 euro prévu au budget).

	<i>Écart</i>
<b>Police des Nations Unies</b>	158,9 39,7 %

35. L'existence d'un solde inutilisé tient principalement au fait qu'aucune demande d'indemnisation pour cause de décès ou d'invalidité n'a été déposée; au

<sup>1</sup> Les écarts, dont le montant est exprimé en milliers de dollars des États-Unis, sont analysés lorsqu'ils atteignent  $\pm 5$  % ou 100 000 dollars.

non-déploiement de 1 membre de la Police des Nations Unies (moyenne); à un taux de change effectif moyen de 0,84 euro pour 1 dollar (contre 0,74 euro prévu au budget).

	<i>Écart</i>	
<b>Personnel recruté sur le plan international</b>	1 309,2	5,9 %

36. L'existence d'un solde inutilisé tient principalement à un coefficient d'ajustement moyen inférieur aux prévisions (44,9 contre 51,7); au fait que sept membres du personnel étaient en congé spécial sans traitement; au fait que les dépenses communes de personnel ont été inférieures aux prévisions (57,5 % au lieu de 62,7 % inscrit au budget). Cette sous-utilisation des crédits a été en partie contrebalancée par un taux de vacance de postes effectif inférieur aux prévisions (6 % contre 10 % inscrit au budget).

	<i>Écart</i>	
<b>Personnel recruté sur le plan national</b>	1 877,8	17,2 %

37. L'existence d'un solde inutilisé tient principalement à un taux de change effectif moyen de 0,84 euro pour 1 dollar, contre 0,74 euro prévu au budget; à un taux de vacance de postes effectif moyen de 4,5 % pour les administrateurs recrutés sur le plan national et de 5,8 % pour les membres des services généraux recrutés sur le plan national, contre 1 % prévu au budget pour chacune de ces catégories; au fait que le montant du traitement effectif des agents des services généraux recrutés sur le plan national a été inférieur aux prévisions.

	<i>Écart</i>	
<b>Volontaires des Nations Unies</b>	93,8	8,5 %

38. La sous-utilisation de crédits s'explique principalement par un taux moyen effectif de vacance de postes supérieur aux prévisions (11,1 % contre 5 % inscrit au budget).

	<i>Écart</i>	
<b>Consultants</b>	(32,4)	(14,1 %)

39. Le dépassement de crédits s'explique principalement par le fait qu'une session du Programme de renforcement des capacités de gestion a été tenue à Pristina à l'intention de tous les cadres de niveau intermédiaire, qui n'était pas inscrite au budget.

	<i>Écart</i>	
<b>Voyages</b>	22,9	5,1 %

40. L'existence d'un solde inutilisé tient essentiellement au fait que le prix des billets d'avion et le montant de l'indemnité journalière de subsistance ont été inférieurs aux prévisions, d'où une sous-utilisation des crédits, en partie

contrebalancée par les voyages plus nombreux que prévus effectués par les spécialistes locaux du progiciel Umoja pour assister à des séances de formation.

	<i>Écart</i>	
<b>Installations et infrastructures</b>	(538,1)	(19,3 %)

41. Le dépassement de crédits s'explique principalement par l'achat de services d'aménagement et de rénovation supplémentaires, de mobilier de bureau, de services de sécurité intégrés et de matériel supplémentaires pour la défense des périmètres au titre du nouveau quartier général de la Mission; il a été en partie contrebalancé par des dépenses inférieures aux prévisions au titre des services d'entretien, des carburants et de la location de locaux.

	<i>Écart</i>	
<b>Transports terrestres</b>	169,6	38,4 %

42. La sous-utilisation des crédits tient principalement au fait que le prix effectif moyen des carburants a été inférieur aux prévisions (0,65 dollar par litre contre 0,91 inscrit au budget), tout comme le volume consommé, en raison du retrait de 40 véhicules du parc de la Mission.

	<i>Écart</i>	
<b>Communications</b>	869,8	55,6 %

43. L'existence d'un solde inutilisé tient essentiellement aux économies réalisées au titre des communications par réseaux commerciaux, le tarif pratiqué par les opérateurs, l'utilisation des téléphones et les demandes de services de coursier ayant été inférieurs aux prévisions. La sous-utilisation des crédits affectés à cette rubrique tient aussi au fait que certaines dépenses de communications, inscrites au budget à la rubrique Communications, ont en réalité été comptabilisées aux rubriques Informatique (voir par. 44) et Fournitures, services et matériel divers (voir par. 46).

	<i>Écart</i>	
<b>Informatique</b>	(532,9)	(36,2 %)

44. Le dépassement de crédits s'explique principalement par l'achat de matériel informatique adapté à l'infrastructure mise en place au nouveau quartier général. En outre, certaines dépenses, initialement inscrites à la rubrique Communications, ont été comptabilisées à la rubrique Informatique. Ce dépassement est donc en partie contrebalancé par une sous-utilisation des crédits à la rubrique Communications, comme indiqué au paragraphe 43.

	<i>Écart</i>	
<b>Santé</b>	60,8	76,5 %

45. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par l'absence de toute évacuation sanitaire ou hospitalisation d'officiers de liaison ou de membres de la

Police des Nations Unies, et par une consommation de médicaments et d'articles médicaux consommables inférieure aux prévisions.

	<i>Écart</i>	
<b>Fournitures, services et matériel divers</b>	(201,8)	(37,8 %)

46. Le dépassement de crédits tient en partie aux dépenses engagées au titre des services divers – principalement le recrutement de vacataires pour le déménagement du quartier général de Pristina. En outre, certaines dépenses, initialement inscrites à la rubrique Communications, ont été comptabilisées à la rubrique Fournitures, services et matériel divers. Ce dépassement est donc en partie contrebalancé par une sous-utilisation des crédits à la rubrique Communications, comme indiqué au paragraphe 43.

## V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

47. En ce qui concerne le financement de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo, il conviendrait que l'Assemblée générale :

a) Se prononce sur l'affectation du solde inutilisé de l'exercice clos le 30 juin 2015, soit 3 374 700 dollars;

b) Se prononce sur l'affectation des autres recettes et ajustements de l'exercice clos le 30 juin 2015, soit 670 000 dollars, montant correspondant aux intérêts créditeurs (55 100 dollars), aux recettes diverses ou accessoires (379 200 dollars) et aux économies résultant de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs (248 100 dollars), déduction faite des ajustements sur exercices antérieurs (12 400 dollars).